# STATISTIQUE – TRAVAIL

Toutes les statistiques du système de collecte des données du ministère utiles au monde du travail

L'indice de croissance des taux de salaire négociés (ICTSN) 1
Notes techniques 13

# La croissance des taux de salaire négociés en 1998

## Les résultats de l'année

*par Normand Pelletier*

Les conventions collectives déposées au ministère du Travail du Québec au cours de l'année 1998 ainsi que celles, pour le Québec, sous l'égide du Code canadien des relations du travail, permettent d'estimer que des augmentations annuelles moyennes des taux de salaire de l'ordre de 1,7 % seront versées pendant toute leur durée. Ce taux est plus faible que celui estimé il y a un an, pour l'année 1997 (2,2 %). La hausse pour les salariés du secteur public est de 1,3 %, alors que ceux du secteur privé obtiennent 2,1 % par année de convention. Toutefois, si nous retenons toutes les conventions encore en vigueur dans le fichier et non seulement les derniers renouvellements, l'ensemble des salariés ont reçu des hausses de 1,7 % en 1998 et la répartition correspondante est de 1,4 % pour le secteur public et de 1,9 % pour le secteur privé.

SOMMAIRE

Sommaire de l'analyse

Liste des tableaux et des graphiques

Annexes A

Notes techniques

*Normand Pelletier est économiste à la Direction des études et des politiques du ministère du Travail.*
*Johanne Duclos, Pierre Boutet et France Harvey ont participé à la réalisation de l'étude, avec le concours de Paul Comtois et de Jean-Pierre Roy.*

# SOMMAIRE

## Sommaire de l'analyse


— Les derniers renouvellements de conventions collectives

— La croissance salariale relative aux renouvellements
- La durée de la convention
- Travailleurs profitant d'une hausse ou subissant un gel
- L'évolution des taux de salaire lors des renouvellements

— L'évolution des taux de salaire pendant toute la durée des conventions
- Selon le secteur d'origine (privé et public)
- Selon le secteur d'activité économique




## Liste des tableaux et des graphiques


— Tableau 1.1 — Hausses salariales obtenues par les employés syndiqués au Québec en 1998 (%)

— Tableau 1.2 — Croissance des taux de salaire versés en cours de convention selon la durée de la clause salariale — Règlements intervenus au cours de 1998

— Tableau 1.3 — Ventilation du taux de croissance annuel moyen des taux de salaire versés en cours de convention — Règlements intervenus au cours de 1998

— Tableau 1.4 — Distribution en pourcentage des salariés selon le taux de croissance annuel moyen des taux de salaire versés en cours de convention — Règlements intervenus au cours de 1998

— Tableau 1.5 — Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention selon le trimestre de renouvellement (%)

— Tableau 1.6 — Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine (%) — Par année de renouvellement

— Tableau 2.1 — Variation annuelle du taux de salaire versé aux salariés syndiqués au Québec (%) — Ensemble des conventions collectives

— Tableau 2.2 — Évolution des taux de salaire versés aux employés syndiqués selon les règlements intervenus au cours de 1998 comparativement à l'ensemble des conventions collectives en vigueur

— Tableau 2.3 — Évolution annuelle des taux de salaire versés aux employés syndiqués selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine (%) — Ensemble des conventions collectives en vigueur

— Graphique 1 — Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de conventions au Québec, selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement (%)

— Graphique 2 — Évolution annuelle du taux de salaire versé aux employés syndiqués au Québec, selon le secteur d'origine (%)


## Annexes A


— Tableau A.1 — Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement (%)

— Tableau A.2 — Nombre de conventions collectives et de travailleurs visés, selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement


## Notes techniques


1. Types de mesures
   – Indicateur prévisionnel
   – Indicateur tendanciel
2. Unités de négociation
   – Secteur d'origine
   – Secteur d'activité
   – Type du produits
   – Taille de l'unité
3. Classes salariales
   – Taux de salaire
4. Taux de salaire versé
   – Clause d'indexation à l'IPC
5. Méthode de calcul
   – Méthode des taux
   – Méthode des gains
6. Révisions des données

Le taux de salaire versé aux salariés de l'emploi modal pleinement qualifiés permet de mesurer le taux de croissance pour chacune des conventions collectives. L'emploi modal est celui où se concentre la plus forte proportion de salariés. Afin d'apprécier la qualité des indicateurs salariaux fondés sur l'emploi modal des conventions collectives, mentionnons que ce dernier représente 34,6 % de l'ensemble des salariés syndiqués visés par les ententes déposées depuis le début de l'année. Pour les conventions du secteur public, l'emploi modal comprend 32,2 % des salariés contre 36,9 % pour le secteur privé. À l'intérieur du secteur municipal, relativement aux 46 conventions déposées au cours de l'année, 30,8 % des salariés se retrouvaient dans l'emploi modal. Dans le secteur privé, les petites unités de négociation (moins de 200 employés) possèdent un emploi modal qui comprend 42,7 % des employés, les unités de taille moyenne (200 à 499 employés) en regroupent 36,8 % et les grandes (500 et plus), 33,5 %.

## Les derniers renouvellements de conventions collectives

Le fichier du ministère du Travail s'est accru de 179 conventions collectives couvrant 55 448 salariés depuis le début de l'année. Sur le total des conventions, 156 sont de compétence provinciale et 23 relèvent du fédéral. Les 179 conventions ratifiées en 1998 sont des ententes dont on connaît l'emploi modal dans 99,4 % des cas. De ce nombre, le secteur privé compte 105 conventions touchant 28 100 salariés, tandis que le secteur public en comprend 74 qui visent 27 348 salariés.

Il est bon de rappeler ici que les conventions retenues visent 50 employés et plus de cols blancs ou 100 employés et plus de cols bleus. On trouve dans les notes techniques à la fin de cet article les informations sur la méthodologie et les concepts du modèle d'analyse.

## La croissance salariale relative aux renouvellements

Dans cette section, nous analysons la croissance des gains salariaux contenue dans les conventions collectives renouvelées depuis le début de 1998. Il s'agit, selon le cas, de la croissance moyenne par année de convention, pour le trimestre ou l'année de renouvellement.

Une hausse annuelle moyenne de 1,7 % de leur taux de salaire a été obtenue par les salariés québécois au cours de 1998. Comme nous le mentionnons plus haut, ce résultat porte sur 55 448 salariés répartis dans 179 conventions renouvelées depuis le début de 1998 (tableau 1.2). La croissance de ces gains salariaux provient de l'indicateur prévisionnel appliqué au taux de salaire. Les salariés syndiqués obtiennent ainsi des hausses moyennes de 1,7 % la première année de convention, de 1,5 % la deuxième année et de 1,6 % en troisième année.



Tableau 1.1
Hausses salariales obtenues par les employés syndiqués au Québec en 1998 (%)

| | Secteur public | Secteur privé | Ensemble des salariés |
|---|---|---|---|
| Règlements intervenus en cours d'année | | | |
| Croissance annuelle moyenne en cours de convention | 1,3 | 2,1 | 1,7 |
| Ensemble des conventions collectives en vigueur | | | |
| Taux d'augmentation annuelle à la fin de l'année | 1,4 | 1,9 | 1,7 |

Source : ministère du Travail du Québec.

Tableau 1.2
Croissance des taux de salaire versés en cours de convention selon la durée de la clause salariale — Règlements intervenus au cours de 1998

| | Durée de la clause salariale (mois) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ensemble | moins de 12 | 12 | 12 à 24 | 24 | 24 à 36 | 36 | plus de 36 |
| Taux de croissance (%) | | | | | | | | |
| Taux de croissance annuel moyen | 1,7 | 2,7 | 0,5 | 2,4 | 2,3 | 1,3 | 1,9 | 1,5 |
| En première année | 1,7 | 2,0 | 0,5 | 2,7 | 2,3 | 1,5 | 1,7 | 1,6 |
| En deuxième année | 1,5 | — | — | 0,2 | 2,3 | 0,9 | 2,1 | 1,2 |
| En troisième année | 1,6 | — | — | — | — | 0,3 | 2,1 | 1,6 |
| Durée moyenne (mois) | 38 | 6 | 12 | 16 | 24 | 28 | 36 | 51 |
| Nombre de conventions | 179 | 2 | 7 | 10 | 24 | 9 | 51 | 76 |
| Nombre de salariés | 55 448 | 2 835 | 1 796 | 1 765 | 7 132 | 4 056 | 11 244 | 26 620 |

Source : ministère du Travail du Québec.

## La durée de la convention

L'examen des renouvellements des quatre trimestres de 1998 (au tableau 1.2) révèle une durée moyenne des conventions de 38 mois, pour une augmentation moyenne de 1,7 % par année. Les salariés possédant une convention collective, intervenue au cours de 1998, d'une durée de trois ans et plus représentent 68,3 % des syndiqués, lesquels obtiennent une augmentation annuelle moyenne de 1,6 % de leurs gains salariaux. À l'inverse, seulement 24,4 % des salariés ont signé une convention d'une durée de 24 mois ou moins, mais pour une hausse moyenne un peu plus importante, soit de 2,2 %.



Les conventions ayant une clause d'indexation des salaires au coût de la vie permettront à leurs salariés d'obtenir une hausse moyenne de 2 % (tableau 1.3), tandis que les employés qui n'en bénéficient pas obtiennent légèrement moins avec une augmentation moyenne de 1,7 %. Soulignons que 9 112 salariés, soit 16,4 % de l'ensemble, possèdent dans leur convention collective un mécanisme d'indexation des salaires.

Les salariés de type col bleu obtiennent une croissance salariale de 2 % contre 1,3 % pour les cols blancs. Sur un autre plan, les conventions renouvelées dans le secteur public contiennent une hausse annuelle moyenne de 1,3 % et celles du secteur privé, de 2,1 %. En regard des trois paliers de gouvernement, 46 conventions du secteur municipal octroient une hausse moyenne de 0,8 %, alors que 19 ententes de compétence fédérale prévoient une augmentation moyenne de 2,6 % et que 9 de compétence québécoise ont accordé 1,3 %. Dans le secteur privé, les petites unités de négociation (59) et les moyennes (32) ont obtenu une hausse moyenne de 2 %, comparativement à 2,2 % pour les grandes unités (14). Selon le type de produits, les conventions du secteur privé produisant des biens offrent une hausse moyenne de 2,4 % contre 1,3 % pour les services.

Tableau 1.3
Ventilation du taux de croissance annuel moyen des taux de salaire versés en cours de convention — Règlements intervenus au cours de 1998

| | Règlements dont l'emploi modal est connu | | | | Croissance du taux de salaire nominal | Croissance du taux de salaire réel[1] | Proportion de salariés à l'emploi modal |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Conventions (%) | Salariés (%) | Conventions (N) | Salariés (N) | (%) | (%) | (%) |
| Ensemble des salariés | 99,4 | 99,8 | 179 | 55 448 | 1,7 | 0,2 | 34,6 |
| Cols bleus | 99,2 | 99,6 | 118 | 33 228 | 2,0 | 0,5 | 39,9 |
| Cols blancs | 100,0 | 100,0 | 61 | 22 220 | 1,3 | -0,2 | 26,6 |
| Sans indexation | 100,0 | 100,0 | 149 | 46 336 | 1,7 | 0,2 | 35,2 |
| Avec indexation | 96,8 | 98,6 | 30 | 9 112 | 2,0 | 0,4 | 31,1 |
| Secteur public | 100,0 | 100,0 | 74 | 27 348 | 1,3 | -0,2 | 32,2 |
| Municipal | 100,0 | 100,0 | 46 | 15 836 | 0,8 | -0,7 | 30,8 |
| Provincial | 100,0 | 100,0 | 9 | 4 277 | 1,3 | -0,3 | 36,5 |
| Fédéral | 100,0 | 100,0 | 19 | 7 235 | 2,6 | 1,1 | 32,8 |
| Secteur privé | 99,1 | 99,5 | 105 | 28 100 | 2,1 | 0,6 | 36,9 |
| *Type de produits* | | | | | | | |
| Biens | 98,6 | 99,4 | 72 | 20 477 | 2,4 | 0,9 | 33,6 |
| Services | 100,0 | 100,0 | 33 | 7 623 | 1,3 | -0,1 | 45,7 |
| *Taille de l'unité* | | | | | | | |
| Grande | 100,0 | 100,0 | 14 | 11 916 | 2,2 | 0,7 | 33,5 |
| Moyenne | 100,0 | 100,0 | 32 | 9 066 | 2,0 | 0,6 | 36,8 |
| Petite | 98,3 | 98,2 | 59 | 7 118 | 2,0 | 0,5 | 42,7 |

1. Calculé à l'aide de l'indice des prix à la consommation pour le Québec.

Source : ministère du Travail du Québec.

### Travailleurs profitant d'une hausse ou subissant un gel

Le tableau 1.4 fait la distribution en pourcentage des salariés selon le taux de croissance annuel moyen obtenu. Plus de 24,8 % des salariés ont bénéficié d'une augmentation comprise entre 0,1 % et 0,9 %, alors que la proportion de ceux qui subissent un gel salarial sétablit à 4,1 %. Dans le secteur municipal, 3,5 % des travailleurs connaissaient des baisses de salaire. Les salariés ayant obtenu plus de 2 % de hausse représentent 41,5 % des syndiqués et près de 14 % ont bénéficié dune hausse supérieure à 3 %. C'est dans le secteur public fédéral qu'on trouve la plus forte proportion de salariés (88,8 %) ayant des hausses supérieures à 2 %, suivi du secteur privé, avec 56,4 %. Dans lensemble du secteur public, 70,3 % des fonctionnaires ont obtenu une hausse inférieure à 2 % et, pour 45 % d'entre eux, elle a été de moins de 1 %.

Si nous réexaminons les données du tableau 1.3 en tenant compte de l'inflation, nous constatons que l'ensemble des salariés ont vu leur taux de salaire réel augmenter de 0,2 % en 1998 sur la base du taux d'inflation utilisé pour le Québec (1,5 % pour 1998). Cependant, les salariés avec une clause d'indexation ont obtenu des hausses plus importantes, leur salaire réel augmentant de 0,4 %. Tous les sous–secteurs des secteurs publics, sauf le fédéral (+1,1 %), ont connu des pertes réelles, particulièrement les fonctionnaires municipaux (-0,7 %), alors que le secteur privé améliorait sa situation de 0,6 %. Les travailleurs à l'embauche des entreprises privées produisant des biens ont obtenu des gains de 0,9 %, alors que ceux des services subissaient une perte réelle de -0,1 %.

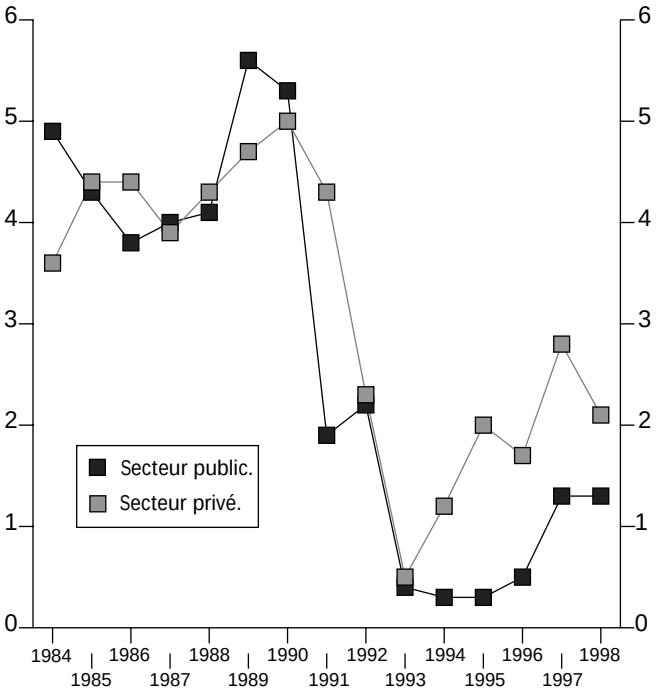
### L'évolution des taux de salaire lors des renouvellements

Le tableau A.1 contient des données sur l'évolution de la croissance des taux de salaire depuis 1986. Il montre, à partir des renouvellements, la chute des taux négociés dans tous les secteurs retenus au cours des dernières années par rapport à la décennie précédente. Les données depuis 1991 sont inférieures à 2,2 % pour l'ensemble des salariés, alors que la moyenne oscillait entre 4 % et 5,2 % de 1986 à 1990. Avant cette date, les secteurs privé et public s'échangeaient la première place quant à la croissance des salaires la plus élevée. Depuis ce temps, le taux de croissance observé dans le secteur privé est constamment supérieur à celui du secteur public.

Le graphique 1 illustre l'évolution des taux de croissance des salaires pour les secteurs public et privé. Bien que, d'une façon générale, ces taux aient régressé au cours des dernières années, même dans le secteur privé, le graphique est très concluant quant aux mesures législatives prises depuis 1991 par les deux paliers de gouvernement pour contrôler la croissance de leur masse salariale.

La croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention dans le secteur privé dépasse celle du secteur public pour chacune des huit dernières années. Depuis 1994, le taux de croissance des salaires dans le secteur public atteint un plancher que dépasse largement le secteur privé. Le tableau 1.5, qui présente

Graphique 1
Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention au Québec, selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement (%)




les données trimestriellement, révèle l'importance relative des hausses du secteur privé pour chacun des trimestres. Pour une analyse plus fine des résultats selon les secteurs d'activité économique, on consultera le tableau 1.6.

## L'évolution des taux de salaire pendant toute la durée des conventions

Nous allons maintenant analyser toutes les conventions collectives en vigueur. Aux renouvellements signés au cours de 1998 et traités précédemment, nous ajoutons les augmentations prévues dans l'ensemble des conventions en vigueur inscrites au fichier.

Les taux de salaire versés aux employés syndiqués du Québec ont augmenté de 1,7 % en 1998 (tableau 2.1). En 1997, les taux de salaire de 759 318 salariés possédant les mêmes caractéristiques avaient été majorés de 1,2 %. Ce taux daugmentation est estimé à partir de 970 conventions. L'évaluation du taux d'augmentation pour 1998 repose sur l'analyse de 719 conventions collectives, regroupant 221 520 salariés (tableau 2.2), qui ont une clause salariale en vigueur au moins jusqu'à la fin de l'année.

Ces données tiennent compte de tout versement lié à l'inflation ainsi que de tout montant forfaitaire. Elles reposent, rappelons-le, sur l'emploi modal, soit celui qui regroupe le plus grand nombre de salariés pour chacune des unités de négociation. Elles sont également pondérées par le poids relatif de chacune de ces unités.

Selon le secteur d'origine (privé et public)

Le graphique 2 trace, pour le Québec, l'évolution des taux de salaire versés aux employés syndiqués des secteurs privé et public au cours des treize dernières années. Il porte sur la totalité des conventions enregistrées au fichier. On constate que, depuis 1992, l'écart s'établit toujours en faveur du secteur privé, avec une valeur qui varie de 0,5 % à 1,3 %. L'écart total, composé des augmentations depuis 1992, avantage le secteur privé de près de 8 %.



Dans le secteur public (tableau 2.1), c'est le secteur fédéral qui connaît les hausses les plus fortes avec un taux moyen estimé de 2,2 %, pour 1998. Le segment de l'administration publique fédérale profite de hausses plus importantes (2,6 %) que celui de ses entreprises (1,4 %). Il en va autrement du gouvernement du Québec pour lequel son secteur administratif annonce des hausses de 1 % contre 1,4 % pour ses entreprises. Dans les municipalités, ce sont les travailleurs des entreprises qui profitent des hausses les plus élevées, soit 2,3 % comparativement à 0,8 % pour son segment administratif.

Les entreprises produisant des biens et des services du secteur privé devraient connaître respectivement des hausses moyennes de 2 % et de 1,7 %, en 1998. Les hausses, selon la taille des entreprises de ces deux groupes, sont en moyenne de 2 %, 2,1 % et 1,8 % respectivement pour celles de 500 employés et plus, de 200 à 499 et de moins de 200.

Selon le secteur d'activité économique

Selon le secteur d'activité économique (tableau 2.3), ce sont, dans l'ordre, les produits du pétrole et du charbon (3,6 %), le tabac (3,5 %) et les autres industries manufacturières (3,1 %) qui ont enregistré les plus fortes hausses en 1998, suivies du bois (2,6 %) et de ladministration publique fédérale (2,6 %).

Graphique 2
Évolution annuelle du taux de salaire versé aux employés syndiqués au Québec, selon le secteur d'origine (%)

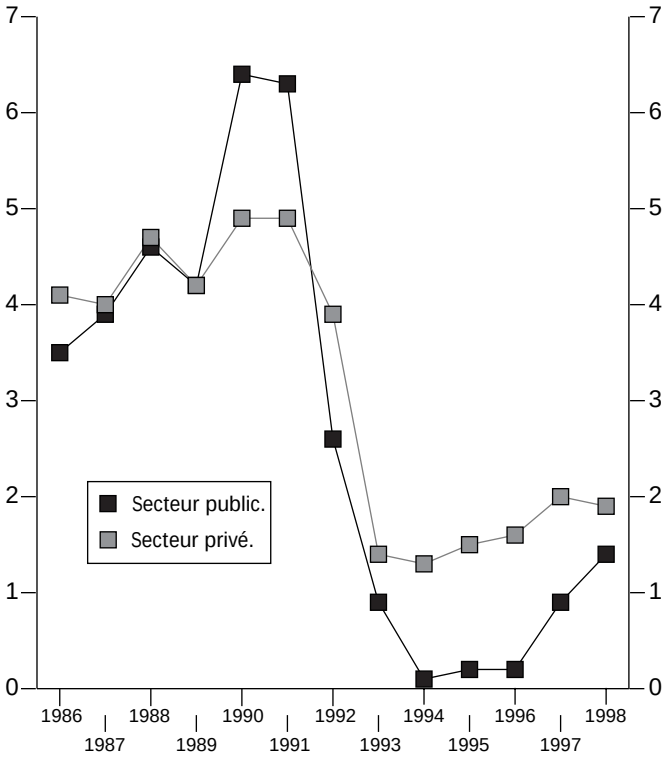


Tableau 1.4
Distribution en pourcentage des salariés selon le taux de croissance annuel moyen des taux de salaire versés en cours de convention
— Règlements intervenus au cours de 1998

| | Ensemble des salariés | Secteur privé | | | Secteur public | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Total | Biens | Services | Total | Municipal | Provincial | Fédéral |
| Ensemble des salariés | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Diminution | 1,7 | 1,4 | 1,7 | 0,7 | 2,0 | 3,5 | — | — |
| Sans variation | 4,1 | 6,9 | 1,2 | 22,0 | 1,3 | 1,0 | 4,7 | — |
| Augmentation | | | | | | | | |
| (0,1 % à 0,9 %) | 24,8 | 5,1 | 2,8 | 11,2 | 45,0 | 63,9 | 51,2 | — |
| (1,0 % à 1,9 %) | 27,9 | 30,3 | 27,7 | 37,3 | 25,3 | 28,1 | 38,9 | 11,2 |
| (2,0 % à 2,9 %) | 27,6 | 37,5 | 43,1 | 22,3 | 17,6 | 3,4 | — | 58,8 |
| (3,0 % à 3,9 %) | 11,9 | 15,4 | 18,7 | 6,6 | 8,3 | — | 5,3 | 28,1 |
| (4,0 % à 4,9 %) | 0,8 | 1,1 | 1,4 | — | 0,5 | — | — | 1,9 |
| (5,0 % à 5,9 %) | 1,2 | 2,4 | 3,3 | — | — | — | — | — |
| (7,0 et plus) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Hausse de salaire | | | | | | | | |
| Moyenne[1] (%) | 1,7 | 2,1 | 2,4 | 1,3 | 1,3 | 0,8 | 1,3 | 2,6 |
| Médiane[1] (%) | 1,8 | 2,1 | 2,5 | 1,3 | 1,2 | 0,5 | 1,0 | 2,4 |
| Moyenne[2] (%) | 1,7 | 1,9 | 2,2 | 1,3 | 1,5 | 1,1 | 1,1 | 2,6 |
| Médiane[2] (%) | 1,8 | 2,0 | 2,0 | 1,3 | 1,4 | 1,1 | 0,7 | 2,3 |

1. Hausses pondérées par le nombre de salariés.
2. Hausses non pondérées par le nombre de salariés.

Source : ministère du Travail du Québec.

Tableau 1.5
Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention selon le trimestre du renouvellement (%)

| | 96-1 | 96-2 | 96-3 | 96-4 | 97-1 | 97-2 | 97-3 | 97-4 | 98-1 | 98-2 | 98-3 | 98-4 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des salariés | 0,5 | 0,9 | 1,6 | 1,9 | 1,5 | 2,7 | 2,5 | 1,9 | 1,3 | 1,6 | 2,2 | 2,1 |
| Cols bleus | 0,7 | 1,5 | 1,6 | 1,9 | 2,1 | 2,9 | 2,8 | 1,9 | 1,5 | 2,0 | 2,3 | 2,0 |
| Cols blancs | 0,3 | 0,4 | 0,6 | 1,9 | 0,4 | 1,6 | 1,7 | 1,9 | 0,9 | 0,9 | 2,0 | 2,2 |
| Sans indexation | 0,4 | 0,7 | 1,6 | 1,9 | 1,2 | 2,8 | 2,5 | 1,9 | 1,3 | 1,5 | 2,1 | 2,1 |
| Avec indexation | 1,9 | 1,8 | 1,2 | 1,8 | 2,5 | 1,9 | 2,3 | 2,0 | 1,0 | 1,8 | 2,4 | 2,5 |
| Secteur public | 0,3 | 0,3 | 0,8 | 1,4 | 1,3 | 1,0 | 1,0 | 1,6 | 1,1 | 0,9 | 1,2 | 1,6 |
| Municipal | 1,0 | 1,3 | 1,0 | 2,3 | 2,5 | 1,8 | 1,4 | 0,7 | 0,9 | 0,7 | 1,4 | 0,0 |
| Provincial | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,6 | 0,5 | 0,6 | 0,8 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 1,4 | 1,0 |
| Fédéral | 0,5 | — | 1,9 | 1,1 | 0,4 | — | 0,9 | 4,2 | 2,9 | 2,3 | 2,8 | 2,3 |
| Secteur privé | 1,2 | 1,5 | 1,8 | 2,4 | 2,3 | 2,9 | 2,9 | 2,1 | 1,4 | 2,1 | 2,4 | 2,7 |
| *Type de produits* | | | | | | | | | | | | |
| Biens | 1,6 | 1,5 | 2,0 | 2,2 | 2,2 | 3,0 | 2,8 | 2,3 | 2,0 | 2,4 | 2,5 | 2,8 |
| Services | 0,8 | 1,4 | 1,5 | 2,7 | 2,4 | 2,1 | 3,1 | 1,2 | 0,4 | 1,4 | 2,2 | 2,3 |
| *Taille de l'unité* | | | | | | | | | | | | |
| Grande | 1,1 | 1,6 | 2,2 | 2,6 | 2,2 | 3,2 | 2,3 | 2,0 | 0,0 | 2,3 | 2,7 | 2,6 |
| Moyenne | 1,2 | 1,6 | 2,0 | 2,5 | 2,5 | 2,1 | 3,0 | 2,2 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,8 |
| Petite | 1,4 | 1,3 | 1,1 | 2,0 | 2,2 | 1,6 | 3,1 | 2,1 | 1,6 | 2,1 | 2,1 | 2,8 |

Source : ministère du Travail du Québec.

Tableau 1.6
Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine (%)
— Par année de renouvellement

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1988 (P) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des salariés | 2,2 | 2,2 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1,0 | 2,2 | 1,7 |
| Secteur primaire | 5,3 | 4,6 | 0,5 | 1,7 | 1,3 | 2,2 | 2,7 | 3,0 |
| Agriculture | — | — | 0,4 | 1,0 | 0,9 | — | 1,8 | — |
| Sylviculture | 5,6 | 5,1 | 1,9 | 1,0 | 2,1 | 5,0 | 2,7 | 3,6 |
| Mines et carrières | 4,9 | 4,2 | 0,3 | 2,0 | 1,1 | 1,5 | 2,9 | 1,9 |
| Secteur manufacturier | 4,4 | 2,4 | 1,5 | 1,5 | 2,0 | 1,8 | 2,4 | 2,4 |
| Aliments | 4,7 | 2,1 | 1,1 | 1,4 | 1,3 | 2,0 | 2,0 | 1,7 |
| Boissons | 4,9 | 4,7 | 1,1 | 0,8 | 1,6 | 1,5 | 2,8 | 2,2 |
| Tabac | 6,2 | 4,7 | 3,6 | 3,0 | 2,8 | 3,7 | 3,5 | — |
| Caoutchouc, matières plastiques | 3,1 | 1,6 | 1,8 | 2,6 | 1,4 | 1,7 | 3,1 | 2,2 |
| Cuir | 3,9 | 2,4 | 1,9 | 1,0 | 9,8 | 2,0 | 1,6 | — |
| Textile | 4,1 | 4,0 | 2,2 | 1,7 | 2,3 | 1,3 | 1,8 | 1,7 |
| Habillement | 2,2 | 1,8 | 0,9 | 0,9 | 1,2 | 0,3 | 1,8 | 0,5 |
| Bois | 4,3 | 3,2 | 2,7 | 1,6 | 3,0 | 2,9 | 3,0 | 3,1 |
| Meuble | 3,8 | 2,1 | 2,4 | 1,0 | 1,7 | 2,4 | 3,0 | 3,1 |
| Papier | 5,2 | 2,8 | 1,0 | 1,5 | 2,7 | 2,2 | 3,2 | 2,2 |
| Imprimerie | 3,7 | 0,6 | 0,5 | 0,1 | 0,6 | 0,6 | 2,4 | 2,2 |
| Première transformation des métaux | 3,5 | 1,9 | 1,1 | 1,8 | 2,4 | 1,7 | 1,4 | 2,8 |
| Produits en métal | 5,0 | 2,0 | 1,5 | 2,9 | 2,6 | 1,1 | 1,4 | 2,4 |
| Machinerie | 4,2 | 1,6 | 1,7 | 1,7 | 2,4 | 1,4 | 2,2 | 2,9 |
| Matériel de transport | 4,6 | 3,1 | 1,6 | 2,0 | 1,7 | 1,7 | 3,0 | 2,2 |
| Produits électriques | 4,6 | 2,7 | 5,0 | 1,0 | 3,2 | 2,1 | 2,4 | 2,4 |
| Minéraux non métalliques | 4,3 | 1,2 | 1,0 | 2,0 | 1,5 | 1,6 | 2,9 | 2,0 |
| Produits du pétrole et du charbon | 6,0 | 2,7 | 2,7 | 2,2 | — | — | 3,0 | 3,6 |
| Industrie chimique | 4,0 | 3,4 | 1,8 | 1,1 | 1,5 | 0,9 | 2,5 | 1,8 |
| Autres industries manufacturières | 4,8 | 3,6 | 1,9 | 1,6 | 2,2 | 1,0 | 2,3 | 3,5 |
| Construction | 5,6 | — | 0,0 | 1,8 | 2,5 | — | 3,3 | — |
| Services | 2,0 | 2,2 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,7 | 1,5 | 1,3 |
| Transports et entreposage | 2,6 | 2,3 | 0,2 | 0,8 | 2,8 | 1,2 | 2,4 | 0,6 |
| Communications | 4,9 | 3,1 | 1,2 | 0,7 | 2,1 | 1,3 | 0,8 | 0,5 |
| Électricité, gaz et eau | 2,7 | 2,4 | 0,0 | 0,4 | — | 0,7 | 0,5 | 1,8 |
| Commerce de gros | 5,4 | 2,9 | 2,5 | 1,5 | 2,8 | 1,7 | 1,5 | 1,9 |
| Commerce de détail | 1,5 | 0,8 | 0,7 | -0,8 | 0,0 | 1,3 | 1,9 | 2,3 |
| Finances | 4,9 | 2,4 | 1,4 | 0,2 | 0,6 | 2,2 | 1,9 | 1,0 |
| Assurances | 1,7 | 2,0 | 1,2 | 2,0 | 2,0 | 1,1 | 2,2 | 1,8 |
| Immobilier | 2,4 | 4,4 | 0,5 | -0,3 | 2,7 | 0,5 | 0,7 | — |
| Services aux entreprises | 3,6 | 2,9 | 2,2 | 1,9 | 1,6 | 3,3 | 0,3 | — |
| Administration publique fédérale | 1,5 | 3,8 | 0,0 | 0,0 | — | — | 4,4 | 2,8 |
| Administration publique provinciale | 1,6 | 2,2 | 0,5 | 0,3 | 0,3 | 0,6 | — | — |
| Administration publique municipale | 4,9 | 2,8 | 0,4 | 0,7 | 0,9 | 2,4 | 2,4 | 0,8 |
| Enseignement | 1,4 | 1,9 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,8 |
| Services médicaux et sociaux | 2,2 | 2,3 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 0,3 | 1,4 | 1,5 |
| Hébergement | 4,1 | 1,3 | 1,0 | 2,1 | 2,5 | 1,7 | 0,6 | 1,9 |
| Restauration | 4,4 | 3,8 | -1,2 | 1,6 | 3,8 | 3,0 | 2,0 | 1,3 |
| Autres services | 2,4 | 1,6 | 0,8 | 1,4 | 1,2 | 1,0 | 1,1 | 1,5 |
| Secteur public | 1,9 | 2,2 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,5 | 1,3 | 1,3 |
| Secteur privé | 4,3 | 2,3 | 0,5 | 1,2 | 2,0 | 1,7 | 2,8 | 2,1 |
| Nombre de conventions | 530 | 447 | 641 | 355 | 315 | 360 | 293 | 179 |
| Nombre de salariés | 614 321 | 549 154 | 744 092 | 149 296 | 478 760 | 170 248 | 145 963 | 55 448 |

P : résultats préliminaires pour l'année.

Source : ministère du Travail du Québec.

## Tableau 2.1
Variation annuelle du taux de salaire versé aux salariés syndiqués au Québec (%) — Ensemble des conventions collectives

| | | | | | | | Évolution trimestrielle 1998 (P) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 (P) | 1er trimestre | 2e trimestre | 3e trimestre | 4e trimestre |
| Ensemble des salariés | 1,1 | 0,4 | 0,6 | 0,6 | 1,2 | 1,7 | 0,7 | 0,4 | 0,3 | 0,2 |
| Cols bleus | 1,3 | 1,1 | 1,4 | 1,4 | 2,1 | 1,9 | 0,6 | 0,3 | 0,4 | 0,3 |
| Cols blancs | 1,0 | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,8 | 1,4 | 0,7 | 0,5 | 0,1 | 0,2 |
| Secteur public | 0,9 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,9 | 1,4 | 0,8 | 0,5 | 0,3 | 0,0 |
| Municipal | 0,9 | -0,2 | 1,8 | 1,9 | 3,0 | 1,2 | 0,7 | 0,0 | 0,5 | -0,1 |
| Administration | 1,0 | -0,3 | 1,8 | 1,7 | 3,6 | 0,8 | 0,2 | 0,0 | 0,6 | 0,0 |
| Entreprises | 0,2 | 0,2 | 1,7 | 2,2 | 1,0 | 2,3 | 2,3 | 0,0 | 0,2 | -0,3 |
| Provincial | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,7 | 1,3 | 0,8 | 0,5 | 0,2 | 0,0 |
| Administration[1] | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | 1,0 | 0,8 | 0,5 | 0,0 | 0,0 |
| Entreprises | 0,6 | 0,1 | 0,0 | 0,6 | 0,4 | 1,4 | 1,0 | 0,0 | 0,2 | 0,0 |
| Fédéral | 0,8 | 0,5 | 0,2 | 0,2 | 2,0 | 2,2 | 0,3 | 0,9 | 0,2 | 0,4 |
| Administration | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 2,9 | 2,6 | 1,5 | 0,3 | 0,6 | 2,6 |
| Entreprises | 2,1 | 2,0 | 1,3 | 0,6 | 1,1 | 1,4 | 0,7 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Secteur privé | 1,4 | 1,3 | 1,5 | 1,6 | 2,0 | 1,9 | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,4 |
| *Type de produits* | | | | | | | | | | |
| Biens | 2,3 | 1,7 | 1,9 | 2,0 | 2,1 | 2,0 | 0,6 | 0,5 | 0,4 | 0,4 |
| Construction | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | — | — | 0,0 | — | — | — |
| Services | 1,0 | 1,3 | 1,7 | 1,9 | 1,7 | 1,7 | 0,5 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| *Taille de l'unité* | | | | | | | | | | |
| 500 et plus | 1,1 | 0,9 | 1,3 | 1,2 | 2,2 | 2,0 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,4 |
| 200 à 499 | 1,5 | 1,8 | 1,8 | 2,1 | 1,8 | 2,1 | 0,7 | 0,5 | 0,4 | 0,3 |
| Moins de 200 | 2,2 | 1,5 | 1,5 | 1,7 | 1,9 | 1,8 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 0,3 |

P : résultats préliminaires.
1. Comprenant la fonction publique, les institutions publiques d'éducation et les institutions publiques de santé et de services sociaux.

Source : ministère du Travail du Québec.



## Tableau 2.2
Évolution[1] des taux de salaire versés aux employés syndiqués selon les règlements intervenus au cours de 1998 comparativement à l'ensemble des conventions collectives en vigueur

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 |
|---|---|---|---|---|
| Règlements intervenus au cours de 1998 (P) | | | | |
| Tous les secteurs | 1,8 | 1,5 | 1,8 | 1,6 |
| Industries primaires | 4,6 | 3,6 | 1,5 | 2,0 |
| Industries manufacturières | 2,1 | 2,3 | 2,2 | 2,2 |
| Construction | — | — | — | — |
| Transport, communications et autres services publics | 0,8 | 0,3 | 1,8 | 2,2 |
| Commerce | 0,7 | 3,9 | 2,2 | 2,4 |
| Finances, assurances et affaires immobilières | — | 1,7 | 0,6 | 1,0 |
| Administration publique | 1,9 | 1,1 | 1,2 | 0,6 |
| Services socioculturels, commerciaux et personnels | 0,9 | 0,7 | 1,7 | 2,1 |
| Nombre de conventions | 71 | 145 | 140 | 106 |
| Nombre de salariés | 22 608 | 46 944 | 40 570 | 34 305 |
| Ensemble des conventions en vigueur (P) | | | | |
| Ensemble des salariés | 1,2 | 1,7 | 1,9 | 1,5 |
| Nombre de conventions | 970 | 719 | 460 | 225 |
| Nombre de salariés | 759 318 | 221 520 | 132 562 | 70 025 |

P : résultats préliminaires.
1. Taux d'augmentation annuelle à la fin de l'année.

Source : ministère du Travail du Québec.

Tableau 2.3
Évolution annuelle des taux de salaire versés aux employés syndiqués selon le secteur d'activité économique et le secteur d'origine (%)
— Ensemble des conventions collectives en vigueur

| | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 (P) | | 1998 (P) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taux | Incidence[1] | Taux | Incidence[1] |
| Ensemble des salariés | 3,0 | 1,1 | 0,4 | 0,6 | 0,6 | 1,2 | 79 | 1,7 | 23 |
| Secteur primaire | 4,7 | 2,0 | 0,9 | 1,3 | 2,3 | 1,9 | 94 | 1,2 | 85 |
| Agriculture | 4,2 | -1,0 | 1,3 | -0,2 | 1,1 | 1,6 | 89 | 1,9 | 89 |
| Sylviculture | 5,1 | 2,0 | 0,7 | 2,2 | 5,3 | 2,8 | 86 | 2,5 | 72 |
| Mines et carrières | 4,5 | 2,6 | 0,9 | 1,1 | 0,9 | 1,5 | 98 | 0,6 | 90 |
| Secteur manufacturier | 3,6 | 2,3 | 1,8 | 2,0 | 2,0 | 2,1 | 81 | 2,1 | 66 |
| Aliments | 2,9 | 1,7 | 1,4 | 1,0 | 1,6 | 1,7 | 87 | 1,9 | 74 |
| Boissons | 4,7 | 5,0 | 0,9 | 1,4 | 1,6 | 2,0 | 84 | 2,1 | 89 |
| Tabac | 6,6 | 4,4 | 3,1 | 3,2 | 1,7 | 3,4 | 78 | 3,5 | 100 |
| Caoutchouc et matières plastiques | 2,4 | 1,9 | 1,9 | 1,5 | 2,1 | 2,0 | 76 | 2,1 | 76 |
| Cuir | 4,1 | 2,3 | 1,1 | 1,4 | 1,6 | 1,5 | 53 | 1,9 | 46 |
| Textile | 4,0 | 3,3 | 1,8 | 2,0 | 1,8 | 1,0 | 72 | 1,6 | 71 |
| Habillement | 1,6 | 2,2 | 2,2 | 0,7 | 1,4 | 1,8 | 86 | 0,8 | 35 |
| Bois | 5,0 | 3,2 | 2,4 | 2,2 | 2,8 | 3,2 | 73 | 2,6 | 76 |
| Meuble | 3,0 | 2,8 | 2,1 | 1,9 | 1,9 | 2,4 | 53 | 2,5 | 90 |
| Papier | 4,9 | 0,1 | 1,0 | 3,1 | 3,0 | 1,7 | 78 | 2,5 | 28 |
| Imprimerie | 2,4 | 0,6 | 1,2 | 0,3 | 0,6 | 1,9 | 97 | 1,8 | 77 |
| Première transformation des métaux | 2,2 | 2,1 | 2,2 | 2,2 | 2,1 | 2,3 | 96 | 2,1 | 66 |
| Produits en métal | 3,8 | 2,7 | 1,6 | 2,5 | 2,6 | 1,9 | 89 | 1,3 | 87 |
| Machinerie | 3,8 | 2,8 | 1,9 | 2,0 | 2,7 | 1,4 | 65 | 1,8 | 73 |
| Matériel de transport | 3,9 | 3,9 | 2,0 | 2,4 | 0,6 | 3,3 | 82 | 2,2 | 76 |
| Produits électriques | 3,7 | 3,3 | 2,7 | 2,7 | 2,4 | 2,4 | 75 | 2,2 | 84 |
| Minéraux non métalliques | 3,1 | 0,8 | 2,6 | 1,9 | 1,7 | 1,9 | 93 | 2,1 | 81 |
| Produits du pétrole et du charbon | 3,4 | 2,0 | 1,5 | 3,4 | 3,3 | 3,0 | 46 | 3,6 | 100 |
| Industrie chimique | 3,8 | 2,2 | 2,5 | 0,5 | 2,1 | 2,2 | 79 | 2,1 | 40 |
| Autres industries manufacturières | 5,9 | 3,4 | 2,2 | 1,8 | 2,5 | 2,1 | 86 | 3,1 | 75 |
| Construction | 5,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | — | — | — | — |
| Services | 2,7 | 0,9 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 1,0 | 88 | 1,5 | 16 |
| Transports et entreposage | 3,3 | 0,4 | 0,6 | 1,9 | 2,4 | 1,5 | 91 | 2,2 | 70 |
| Communications | 3,6 | 1,7 | 1,5 | 1,5 | 0,9 | 1,5 | 61 | 0,8 | 21 |
| Électricité, gaz et eau | 4,3 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,7 | -0,1 | 98 | 1,6 | 95 |
| Commerce de gros | 4,4 | 2,5 | 1,3 | 1,6 | 1,4 | 1,8 | 92 | 2,1 | 81 |
| Commerce de détail | 2,0 | 1,2 | 0,7 | 1,0 | 1,4 | 1,8 | 69 | 2,4 | 52 |
| Finances | 3,2 | 1,2 | 1,0 | 1,0 | 2,8 | 1,2 | 88 | 1,7 | 73 |
| Assurances | 2,9 | 1,6 | 2,0 | 1,3 | 1,6 | 1,9 | 84 | 1,9 | 72 |
| Immobilier | 6,0 | 3,7 | 2,0 | 1,0 | 0,5 | 1,4 | 88 | 2,5 | 34 |
| Services aux entreprises | 5,5 | 0,2 | 2,3 | 2,3 | 1,5 | 1,4 | 8 | 0,8 | 6 |
| Administration publique fédérale | 2,9 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 2,9 | 19 | 2,6 | 19 |
| Administration publique provinciale | 2,2 | 0,9 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 1,0 | 100 | 1,0 | 3 |
| Administration publique municipale | 2,6 | 1,0 | -0,3 | 1,8 | 1,7 | 3,6 | 90 | 0,8 | 75 |
| Enseignement | 2,2 | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,5 | 99 | 0,4 | 3 |
| Services médicaux et sociaux | 2,9 | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,0 | 100 | 1,6 | 0 |
| Hébergement | 4,1 | 1,2 | 2,3 | 1,8 | 1,9 | 1,2 | 78 | 1,9 | 70 |
| Restauration | 3,5 | 2,8 | 2,6 | 3,7 | 3,3 | 1,9 | 63 | 1,9 | 62 |
| Autres services | 2,6 | 0,8 | 0,6 | 0,4 | 0,7 | 1,4 | 38 | 0,9 | 47 |
| Secteur public | 2,6 | 0,9 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,9 | 91 | 1,4 | 13 |
| Secteur privé | 3,9 | 1,4 | 1,3 | 1,5 | 1,6 | 2,0 | 57 | 1,9 | 43 |
| Nombre de conventions | 1 126 | 1 070 | 1 051 | 1 002 | 998 | 970 | — | 719 | — |
| Nombre de salariés | 886 141 | 843 355 | 838 206 | 813 428 | 847 824 | 759 318 | — | 221 520 | — |

P : résultats préliminaires.
1. Le nombre de salariés couverts par des conventions en vigueur en pourcentage du nombre total de salariés.

Source : ministère du Travail du Québec.

## Tableau A.1
Croissance annuelle moyenne des taux de salaire versés en cours de convention selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement (%)

| | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 (P) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ensemble des salariés | 4,2 | 4,0 | 4,3 | 5,2 | 5,2 | 2,2 | 2,2 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1,0 | 2,2 | 1,7 |
| Secteur public | 3,8 | 4,0 | 4,1 | 5,6 | 5,3 | 1,9 | 2,2 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,5 | 1,3 | 1,3 |
| Municipal | 4,3 | 4,4 | 4,3 | 4,7 | 5,0 | 3,2 | 2,8 | 0,5 | 0,8 | 1,7 | 2,1 | 2,2 | 0,8 |
| Provincial | 3,3 | 4,0 | 4,1 | 6,1 | 5,3 | 1,9 | 2,1 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,5 | 1,3 |
| Fédéral | 3,8 | 3,7 | 4,0 | 4,5 | 7,3 | 1,7 | 3,3 | 0,0 | 0,1 | 1,8 | 1,4 | 2,0 | 2,6 |
| Secteur privé | 4,4 | 3,9 | 4,3 | 4,7 | 5,0 | 4,3 | 2,3 | 0,5 | 1,2 | 2,0 | 1,7 | 2,8 | 2,1 |
| *Type de produits* | | | | | | | | | | | | | |
| Biens | 4,3 | 3,8 | 4,3 | 4,8 | 5,4 | 4,6 | 2,4 | 1,4 | 1,5 | 2,0 | 1,8 | 2,4 | 2,4 |
| Construction | 3,6 | 3,7 | 5,0 | 4,6 | 4,7 | 5,6 | — | 0,0 | 1,8 | 2,5 | — | 3,3 | — |
| Services | 5,6 | 4,1 | 3,3 | 4,6 | 5,1 | 3,7 | 2,2 | 0,9 | 0,6 | 2,0 | 1,6 | 2,2 | 1,3 |

P : résultats préliminaires.

Source : ministère du Travail du Québec.



## Tableau A.2
Nombre de conventions collectives et de travailleurs visés selon le secteur d'origine et l'année de renouvellement

| | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 (P) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NOMBRE DE CONVENTIONS | | | | | | | | | | | | | |
| Tous les secteurs | 350 | 461 | 452 | 396 | 474 | 530 | 447 | 641 | 355 | 315 | 360 | 293 | 179 |
| Secteur public | 113 | 152 | 120 | 112 | 165 | 232 | 169 | 348 | 91 | 55 | 91 | 75 | 74 |
| Municipal | 39 | 40 | 40 | 31 | 54 | 37 | 40 | 122 | 26 | 4 | 19 | 32 | 46 |
| Provincial | 16 | 92 | 54 | 26 | 100 | 135 | 115 | 169 | 7 | 46 | 67 | 35 | 9 |
| Fédéral | 58 | 20 | 26 | 55 | 11 | 60 | 14 | 57 | 58 | 5 | 5 | 8 | 19 |
| Secteur privé | 237 | 309 | 332 | 284 | 309 | 298 | 278 | 293 | 264 | 260 | 269 | 218 | 105 |
| *Type de produits* | | | | | | | | | | | | | |
| Biens | 148 | 225 | 243 | 170 | 206 | 184 | 175 | 180 | 172 | 180 | 165 | 151 | 72 |
| Construction | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | — | 5 | 1 | 1 | — | 3 | — |
| Services | 87 | 83 | 87 | 112 | 101 | 112 | 103 | 108 | 91 | 79 | 104 | 64 | 33 |
| NOMBRE DE SALARIÉS | | | | | | | | | | | | | |
| Tous les secteurs | 221 022 | 561 101 | 290 207 | 353 072 | 499 170 | 614 321 | 549 154 | 744 092 | 149 296 | 478 760 | 170 248 | 145 963 | 55 448 |
| Secteur public | 84 136 | 469 008 | 113 075 | 203 364 | 331 844 | 534 739 | 474 833 | 555 688 | 79 904 | 407 438 | 102 871 | 51 907 | 27 348 |
| Municipal | 16 348 | 23 786 | 19 466 | 15 579 | 26 698 | 11 795 | 18 168 | 39 084 | 21 660 | 1 462 | 8 293 | 17 664 | 15 836 |
| Provincial | 19 068 | 429 405 | 76 500 | 138 071 | 301 871 | 471 805 | 439 824 | 470 026 | 8 241 | 397 057 | 91 587 | 27 294 | 4 277 |
| Fédéral | 48 720 | 15 817 | 17 109 | 49 714 | 3 275 | 51 139 | 16 841 | 46 578 | 50 003 | 8 919 | 2 991 | 6 949 | 7 235 |
| Secteur privé | 136 886 | 92 093 | 177 132 | 149 708 | 167 326 | 79 582 | 74 321 | 188 404 | 69 392 | 71 322 | 67 377 | 94 056 | 28 100 |
| *Type de produits* | | | | | | | | | | | | | |
| Biens | 41 327 | 71 417 | 67 941 | 47 302 | 57 840 | 49 880 | 48 632 | 48 679 | 46 397 | 48 374 | 42 841 | 40 167 | 20 477 |
| Construction | 55 303 | 130 | 67 485 | 70 534 | 74 002 | 313 | — | 100 108 | 105 | 132 | — | 38 893 | — |
| Services | 40 256 | 20 546 | 41 706 | 31 872 | 35 484 | 29 389 | 25 689 | 39 617 | 22 890 | 22 816 | 24 536 | 14 996 | 7 623 |

P : résultats préliminaires.

Source : ministère du Travail du Québec.

## 1. TYPES DE MESURE

Le suivi de l'aspect salarial des négociations de conventions collectives au Québec vise deux objectifs : comparer les résultats des renouvellements de conventions collectives et mesurer l'évolution annuelle des gains salariaux des employés syndiqués. Pour ce faire, deux indicateurs ont été développés, l'un dit prévisionnel et portant sur la variation des taux de salaire en cours de convention, l'autre dit tendanciel et mesurant la variation des taux de salaire à la fin de l'année civile. Les résultats de chacune des unités de négociation sont pondérés par le nombre de salariés visés afin de produire la statistique d'ensemble.

### Indicateur prévisionnel

L'indicateur prévisionnel, publié depuis 1983, permet de comparer entre eux les renouvellements de conventions collectives à l'aide du taux de croissance annuel moyen du taux de salaire versé à des salariés permanents à plein temps. Il permet de diffuser les résultats des dernières négociations pour les prochaines années. Il fait abstraction des heures supplémentaires et tient compte de la variation du nombre hebdomadaire d'heures de travail de même que du versement de montants forfaitaires pourvu qu'ils puissent être ramenés sur une base horaire.

Les tableaux 1.2 à 1.6 et A.1 présentent les statistiques de l'indicateur prévisionnel basé sur l'emploi modal, en utilisant la méthode de calcul dite des gains appliquée au taux de salaire versé ; si une classe salariale est de type à taux multiple, le taux maximum est retenu.

### Indicateur tendanciel

L'indicateur tendanciel requiert le calcul du taux d'augmentation trimestriel ou annuel d'un taux de salaire pour chacune des unités de négociation. Il nécessite le suivi du même emploi d'un renouvellement de convention à l'autre ; la date d'entrée en vigueur ou la date de signature importe peu. Il présente les données sur l'évolution trimestrielle ou annuelle des taux de salaire versés aux employés syndiqués ayant une clause salariale en vigueur. Il fait abstraction des heures supplémentaires et tient compte de la variation du nombre hebdomadaire d'heures de travail de même que du versement de montants forfaitaires pourvu qu'ils puissent être ramenés sur une base horaire.

Les tableaux statistiques 2.1 à 2.3 présentent les résultats de l'indicateur tendanciel basé sur l'emploi modal. Les calculs sont effectués à l'aide de la méthode dite des taux. Si une classe salariale est de type à taux multiple, le taux maximum est retenu. Les données sur l'indicateur tendanciel débutent avec l'année 1986.

## 2. UNITÉS DE NÉGOCIATION

L'ensemble de référence est constitué des unités de négociation dont la convention collective s'applique à 100 salariés cols bleus et plus ou à 50 salariés cols blancs et plus. Une unité de négociation sera dite mixte lorsqu'elle regroupe au moins 100 cols bleus et 50 cols blancs.

Les négociations de l'ensemble de référence sont régies par l'une des lois suivantes : le *Code du travail* du Québec, la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*, la *Loi sur le régime de négociation dans les secteurs public et parapublic*, la *Loi sur la fonction publique*, la *Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec*, le *Code canadien du travail*, la *Loi sur les relations du travail dans la fonction publique canadienne*.

### Secteur d'origine

Le secteur public regroupe l'ensemble des unités de négociation des sous-secteurs municipal, provincial et fédéral ; le secteur privé comprend les autres unités.

La codification des sous-secteurs publics municipal et provincial est basée sur la définition de l'univers du secteur public québécois du Bureau de la statistique du Québec (BSQ). Les unités du sous-secteur public fédéral sont codifiées à la manière du BSQ.

Les administrations publiques municipales englobent les municipalités locales et les municipalités régionales comme les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté. L'administration publique provinciale se compose de trois catégories : le gouvernement du Québec (ministères et fonds spéciaux) ; les institutions publiques d'éducation ; les institutions publiques de santé et de services sociaux. L'administration publique fédérale au Québec comprend les ministères et les fonds spéciaux du gouvernement du Canada. La catégorie «entreprises» des sous-secteurs fédéral et provincial réunit les unités de négociation des entreprises publiques. En ce qui a trait au sous-secteur municipal, le fichier du ministère du Travail inclut les unités des commissions de transport en commun et des Fonds d'électricité.

### Secteur d'activité

La codification de l'unité de négociation selon le secteur d'activité économique est basée sur la *Classification des activités économiques du Québec de 1984* réalisée par le BSQ ; elle s'inspire largement de la *Classification type des industries de 1980* de Statistique Canada.

### Type de produits

Les salariés d'une unité de négociation qui travaillent dans le secteur primaire, le secteur manufacturier ou le secteur de la construction produisent des biens, alors que les autres produisent des services.

### Taille de l'unité

Une grande unité de négociation comprend 500 salariés et plus ; une moyenne en regroupe de 200 à 499 et une petite, moins de 200.

## 3. CLASSES SALARIALES

Pour chaque unité de négociation, deux classes salariales sont échantillonnées à partir de la structure salariale, soit les classes inférieure et modale. La première représente celle la plus faiblement rémunérée et la seconde, celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. La classe inférieure est identifiée à partir de la clause salariale de la convention collective alors que la classe modale est obtenue par enquête téléphonique. Si l'unité de négociation est mixte, quatre classes salariales sont alors échantillonnées : deux pour les cols bleus et deux pour les cols blancs. Cependant, pour le calcul des indicateurs prévisionnel et tendanciel, seule la classe modale est utilisée.

### Taux de salaire

De chaque classe sont exclus le ou les taux de salaire qui ne correspondent pas à la rémunération des employés qualifiés. Lorsqu'une classe ne contient qu'un taux de salaire, elle est dite de type à taux unique. Lorsqu'une classe présente un ensemble de taux de salaire croissant selon l'expérience ou le mérite, elle est dite de type à taux multiple ; dans ce cas, le taux minimum et le taux maximum sont retenus. Le premier correspond au taux d'entrée pour l'employé répondant aux exigences minimales de qualification et le second, au taux de salaire de l'employé pleinement qualifié. Cependant, pour le calcul des indicateurs prévisionnel et tendanciel, seul le taux de salaire maximum est utilisé dans le cas des classes salariales de type à taux multiple.

## 4. TAUX DE SALAIRE VERSÉ

Le taux de salaire versé comprend l'augmentation générale, le versement lié à l'inflation, qu'il soit intégré ou non à la classe salariale, de même que tout versement considéré comme montant forfaitaire, pourvu que ce dernier puisse être converti sur une base horaire. La présence d'un montant non intégré à la classe salariale dépend de la politique d'augmentation des salaires de l'employeur ; elle rend le taux de salaire versé supérieur au taux de salaire de la classe salariale.

Le taux de salaire versé s'exprime en dollars courants ; il s'agit d'un taux nominal. Le taux de salaire réel correspond au taux de salaire nominal divisé par l'indice des prix à la consommation (IPC). Dans le tableau 1.3, on utilise l'indice des prix à la consommation du Québec (1981 = 100) pour obtenir le taux de salaire réel.

### Clause d'indexation à l'IPC

Lorsque les données de Statistique Canada sur le taux d'inflation ne sont pas encore disponibles, les conventions collectives dotées d'une clause d'indexation sont codées à l'aide d'hypothèses sur l'évolution future de l'IPC. Dans le présent article, les taux d'inflation prévus pour le Canada sont de 1 % en 1998, de 1,3 % en 1999, de 1,7 % en 2000, de 2,1 % en 2001 et de 2 % pour les années suivantes. En plus des données pour le Canada, des prévisions annuelles concernant le Québec sont aussi utilisées et servent à la mise à jour des prévisions pour les IPC du Québec, de Montréal et de la ville de Québec. Les taux d'inflation prévus pour le Québec sont de 1,5 % en 1998, de 1,4 % en 1999, de 1,7 % en 2000, de 2,1 % en 2001 et de 2 % pour les années subséquentes. Pour chacun des mois de la première année de prévision, les données publiées par Statistique Canada sont intégrées à la fin de chaque trimestre. L'IPC de la première année est une moyenne des données mensuelles prévues et de celles observées. Pour les autres années, les hypothèses d'inflation annuelle proviennent du CRSMT et sont basées sur des prévisions effectuées par diverses institutions. Ces hypothèses sont révisées périodiquement durant l'année.

## 5. MÉTHODES DE CALCUL

L'indicateur prévisionnel utilise la méthode des gains tandis que les calculs de l'indicateur tendanciel sont effectués à l'aide de la méthode des taux.

### Méthode des taux

Le calcul de l'augmentation annuelle des taux de salaire négociés par la méthode des taux s'effectue à l'aide du taux de salaire horaire en vigueur au mois de décembre. Pour chaque unité de négociation, la méthode des taux compare le taux du mois de décembre de l'année visée ($S_{12}$) avec celui en vigueur au mois de décembre de l'année antérieure ($S_0$) ; l'expression suivante fournit le taux d'augmentation annuel (t) du taux de salaire horaire en vigueur à la fin de l'année civile :

$$\frac{S_{12}}{S_0} = 1 + t$$

Le taux d'augmentation trimestriel se calcule à l'aide du taux de salaire horaire en vigueur au dernier mois du trimestre. Par exemple, si nous connaissons le taux de salaire en vigueur au mois de mars ($S_3$) et celui en vigueur au mois de juin ($S_6$), nous pouvons calculer pour chaque unité de négociation le taux d'augmentation trimestriel (r) au cours du deuxième trimestre de la manière suivante :

$$\frac{S_6}{S_3} = 1 + r$$

### Méthode des gains

Le calcul de la croissance des taux de salaire négociés par la méthode des gains tient compte de la distribution temporelle de toutes les augmentations salariales survenues à partir du début de la période. Plus les augmentations sont éloignées du début de la période, plus le taux de croissance est faible et inversement.

Par exemple, si la période est d'une durée de trois ans et si nous disposons du taux de salaire horaire en vigueur chaque mois ($S_j$; j = 1,…,36), l'analyse de l'évolution du taux de salaire horaire moyen de chacune des années ($W_i$; i = 1,2,3) par rapport à celui de l'année précédant la période ($W_0$) fournira le taux de croissance recherché. En effet, comme

$$\sum_{N=36} s_j = 12(w_1 + w_2 + w_3)$$

on peut calculer la croissance salariale en cours de convention à l'aide de l'expression suivante :

$$\frac{\sum_{N=36} s_j}{12w_0} = \frac{w_1}{w_0} + \frac{w_2}{w_0} + \frac{w_3}{w_0}$$

Le premier terme du membre de droite de l'équation correspond à $(1 + g_1)$ et $g_1$, au taux de croissance du taux de salaire horaire moyen en première année. Le deuxième terme correspond à $(1 + g_1) \times (1 + g_2)$ et $g_2$, au taux de croissance du taux de salaire horaire moyen en deuxième année. On devine que le troisième terme correspond à une expression comprenant $g_3$, le taux de croissance du taux de salaire horaire moyen en troisième année.

On trouvera le taux de croissance annuel moyen (g) de la période en solutionnant l'équation suivante :

$$\frac{\sum_{N=36} s_j}{12w_0} = (1 + g) + (1 + g)^2 + (1 + g)^3$$

Le tableau ci-dessous permet d'illustrer les deux méthodes. Considérons une clause salariale d'une durée de trois ans dont les taux de salaire ont augmenté lors de l'entrée en vigueur de la convention et, par la suite, tous les douze mois. Examinons trois façons différentes d'étaler les augmentations annuelles de taux de salaire. La première (A) présente un étalement uniforme ; la deuxième (B) indique une accélération de la croissance en cours de convention et la troisième (C), une décélération.

Le calcul de la croissance des taux de salaire négociés effectué à l'aide de la méthode des taux donne un taux annuel moyen de 5 % dans les trois situations, alors que celui réalisé à l'aide de la méthode des gains précise que C présente une croissance plus forte des taux de salaire en cours de convention et que B enregistre une croissance plus faible.

## 6. RÉVISION DES DONNÉES

Les données présentées sont sujettes à une révision d'un trimestre à l'autre puisqu'un certain nombre de conventions ne sont disponibles qu'après la date de publication des résultats trimestriels. Par ailleurs, le remplacement des résultats prévus de l'IPC par des données de l'enquête de Statistique Canada (voir Clause d'indexation à l'IPC) peut occasionner une révision des données déjà publiées.

| Clause salariale | Taux de salaire horaire ($) | Taux de croissance salariale (%) | | | Taux de salaire horaire ($) | Taux de croissance salariale annuel moyen (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | $w_0$ | 1re année $g_1$ | 2e année $g_2$ | 3e année $g_3$ | $w_3$ | g |
| A | 10 $ | 5,0 | 5,0 | 5,0 | 11,58 $ | 5,0 |
| B | 10 $ | 2,5 | 2,5 | 10,0 | 11,56 $ | 3,8 |
| C | 10 $ | 10,0 | 2,5 | 2,5 | 11,56 $ | 6,1 |